

gend farbige Illustration des Bandes, die nicht nur aus aktuellen und historischen Fotografien, sondern auch aus Reproduktionen alter Karten, Statistiken, Lithografien, Plänen, Gesamt- und Detailaufnahmen et cetera besteht, ist sehr ansprechend. Die überraschend häufig im Bild festgehaltenen Hausbesitzer – Meringer hätte seine Freude dran – sind eine nette Idee und werden zur Identifikation und damit zum Erhalt der Häuser seitens der Bevölkerung beitragen (wie auch zum Absatz des Buches). Dank der oftmals eingestreuten Anekdoten, der genannten Alltagsschilderungen und der übersichtlich gestalteten Besitzerfolgen dürfte der Band auch für einige Ortschroniken eine willkommene Ergänzung darstellen. Zusammen mit den drei vor über 50 Jahren publizierten Kunstdenkmälerbänden⁶ ist nun eine repräsentative Auswahl der ländlichen Bauten des Kantons Schaffhausen für die Forschung erschlossen.

Kristina Hahn

- ¹ JÜRGEN TESDORPF, *Historische Zeugnisse zur Entstehung des oberdeutschen Einbauhofes im westlichen Bodenseegebiet*, in: Mitteilungen der geographischen Fachschaft Freiburg, NF 2, 1969, S. 77–101.
- ² Meringer, einer der frühen Haus- und Wohnkulturforscher, verlangte zu wissen, «was jede einzelne Person vom Morgen bis zum Abend schafft und thut, wo sie sich aufhält, welches Geräte sie benützt». RUDOLF MERINGER, *Das oberdeutsche Bauernhaus und seine Geräte*, in: Zeitschrift für österreichische Volkskunde 2, 1896, S. 257–267, hier S. 266.
- ³ Vgl. PETER F. KOPP (Rez.), *Die Bauernhäuser des Kantons Freiburg*, hrsg. von der Schweizerischen Gesellschaft für Volkskunde, 2 Bde., Basel 1979/1987, in: Zeitschrift für Schweizerische Archäologie und Kunstgeschichte 46, 1989, S. 323–325, hier S. 324.
- ⁴ EDWIN HUWYLER, *Schweizerische Hausforschung. Ein Beitrag zu ihrer Geschichte*, Dissertation, Universität Basel 1995, Thun 1996, S. 15.
- ⁵ KONRAD BEDAL (Rez.), *Die Bauernhäuser des Kantons Bern*, hrsg. von der Schweizerischen Gesellschaft für Volkskunde, Bd. 1: Das Berner Oberland, Basel 1990, in: Schweizerisches Archiv für Volkskunde, Bd. 88, 1992, S. 247–249. – Die von Bedal u. a. vermissten Einzelstudien nehmen im hier besprochenen Band wie gesagt den grössten Teil ein. Dass die Aufnahmen weiterhin schematisiert und nur selten verformungsgetreu oder mit Bauphasenkartierung erfolgen, dürfte zeitliche und finanzielle Gründe gehabt haben.
- ⁶ REINHARD FRAUENFELDER, *Die Kunstdenkmäler des Kantons Schaffhausen*, hrsg. von der Gesellschaft für Schweizerische Kunstgeschichte, 3 Bde., Basel 1951/1958/1960.

* * * * *

DAVE LÜTHI (dir.), *Le client de l'architecte. Du notable à la société immobilière: les mutations du maître de l'ouvrage en Suisse au XIX^e siècle* (Etudes de Lettres 4), Lausanne 2010, 252 p., ill., références et bibliographie.

Rappelons que l'Université de Lausanne est l'une des seules institutions académiques de Suisse à offrir un enseignement spécifiquement consacré à l'histoire de l'art monumental régional! C'est dans ce contexte que le jeune professeur Dave Lüthi, succédant à Gaëtan Cassina, prolonge une réflexion orientée vers

la sociologie en histoire de l'art. Ainsi, dans la droite ligne de la vulgarisation entreprise chez nos voisins français par GÉRARD RINGON, *Histoire du métier de l'architecte en France* (Que sais-je? PUF 1997), Lüthi a fait paraître, en collaboration avec Gaëtan Cassina, *La profession d'architecte en Suisse romande, XVI^e siècle-XX^e siècle* (Etudes de Lettres, 1 2009), puis a publié seul *La construction de l'architecte. Histoire d'une profession en Suisse romande, 1800–1940* (Alphil 2010). Dans la même veine, il a collaboré aussi à *La professionnalisation des métiers du patrimoine* (Réseau Patrimoines 12, mars 2011).

L'ouvrage signalé ici publie les actes d'un colloque organisé en mars 2010 à l'Université de Lausanne, qui élargit le champ de vision au maître de l'ouvrage. Dix auteurs, éclairant la seconde moitié du XIX^e et le début du XX^e siècle, y abordent deux thématiques spécifiques: 1° L'architecte et son client. 2° Les sociétés immobilières.

Ouvrant la première partie, Doris Huggel signale l'architecte Paul Reber qui, en 1866–1868, pour la construction de l'église de Kilchberg (Bâle-Campagne), doit tenir compte des goûts de Rudolf Zwilchenbart, mécène finançant l'essentiel de la construction et habitant l'Angleterre. Celui-ci donne comme modèle l'église Saint-George d'Everton, près Liverpool, dite aussi *Iron Church* (1813–1814), icône des églises à charpentes entièrement métalliques. A Kilchberg, pour des raisons économiques, le fer est cependant remplacé par du bois. L'édifice, par ses hautes proportions, ses trois nefs, ses tribunes sur trois côtés, sa charpente apparente et sa vaste verrière dans le chœur, compte, en Suisse, au nombre des premiers lieux de culte du XIX^e siècle à trahir une aussi forte influence anglo-saxonne. En effet, parmi les multiples églises anglaises élevées dans notre pays qui témoignent de caractéristiques similaires, seule *Holy Trinity*, à Genève, est plus ancienne.

Gilles Prodhom éclaire la figure du promoteur et investisseur Edouard Dapples, politicien libéral et syndic de Lausanne durant plus de quinze ans. A ce titre, il prend une part prépondérante au développement urbain de la ville. S'il sait parfois se montrer généreux mécène, il n'oublie pas ses intérêts particuliers. Ainsi, en 1865, une opération immobilière, sur des terrains appelés à bénéficier des travaux entrepris par la ville, suscite une violente polémique. Le Conseil d'Etat, chargé de l'arbitrage, ne peut que constater «une violation flagrante de l'article 1126 du Code civil», qui veut une stricte séparation des intérêts privés et publics. Ce riche propriétaire, possesseur aussi du château de Crissier, est associé durant sa seconde syndication à Lausanne (1857–1867) au percement de la rue Haldimand, à la construction du deuxième hôtel des postes, et à un projet de quartier neuf à Montbenon.

Joëlle Neuenschwander-Feihl aborde une autre grande figure lausannoise de cette époque, l'industriel et «capitaliste» Jean-Jacques Mercier, propriétaire d'importantes tanneries. S'il est connu surtout pour son rôle dans la création de la Compagnie du Lausanne-Ouchy, chemin de fer reliant la ville et le lac en passant par la gare, il dote en outre le chef-lieu cantonal de la force hydraulique du lac de Bret et construit des entrepôts à la tête supérieure de la ligne, dans le quartier du Flon, aujourd'hui fer de lance de la vie nocturne en Suisse romande. L'auteur apporte ici un éclairage nouveau sur l'étroite relation liant le maître de l'ouvrage à Francis Isoz, son architecte, notamment à l'occasion de la transformation, dans le goût néogothique, des vestiges de l'ancien château épiscopal d'Ouchy, dont J.-J. Mercier veut d'abord faire une résidence privée, puis en définitive un hôtel (1884–1893).

René Koelliker présente René Chapallaz dans ses rapports avec la *Tavannes Watch Co*, alors l'une des plus importantes fabriques d'horlogerie de Suisse, fondée en 1895 par Henri-Frédéric Sandoz. Né à Nyon, l'architecte Chapallaz fera une grande partie de sa carrière à La Chaux-de-Fonds, en promoteur

du « style sapin » développé à l'école d'art sous la direction du peintre Charles L'Eplattenier. Auteur au début du XX^e siècle de diverses villas illustrant cette tendance artistique, l'architecte est à l'origine aussi du lotissement ouvrier de Sonrougeux (1906), mais sa réalisation la plus spectaculaire est la villa Sandoz à Tavannes.

La question des sociétés immobilières, peu étudiée jusqu'à ce jour, est abordée par Dave Lüthi, qui analyse les mutations du marché immobilier à travers l'exemple lausannois. En effet, à partir de la révolution radicale de 1845, le monde de la construction subit de profondes transformations, liées notamment à la création d'une banque cantonale, qui peut financer des opérations d'envergure, et à une nouvelle loi cantonale sur les sociétés commerciales (1852). Dès lors, le poids des responsabilités se déplace du maître de l'ouvrage individuel vers des sociétés anonymes à puissance financière décuplée. Lors d'opérations d'urbanisme dont la toponymie même exprime le statut social, elles créent des habitations destinées à un client type. Ainsi, dans des quartiers peu favorisés, à la place du Tunnel, au Vallon, à la rue du Nord, des sociétés à but philanthropique, voire des coopératives, érigent des logements pour la classe populaire. Tandis qu'à la rue Halimand, au quartier du Mont d'Or, au boulevard de Grancy, des sociétés immobilières à visées spéculatives visent une clientèle aisée, ciblée en fonction de son pouvoir d'achat.

A Neuchâtel, Claire Piguet, analyse la répartition des rôles entre actionnaires, autorités et entrepreneurs. Elle montre qu'une réorganisation administrative (1856) établissant un système municipal pour la direction des affaires de la ville, initie une période particulièrement faste pour le marché de l'immobilier. Onze sociétés anonymes voient le jour entre 1853 et 1879, et font sortir de terre notamment l'hôtel Bellevue, le manège, le quartier cossu de Vieux-Châtel. La « Société de construction » procède au lotissement de l'ancienne grande propriété du Peyrou, pour y élever des immeubles résidentiels, tandis que la « Société immobilière pour la classe ouvrière » élève nombre d'austères bâtiments locatifs et maisonnettes.

Frédéric Python s'attache à la Cité de Calvin, où G.-H. Dufour, en précurseur, avait fondé, en 1826 déjà, la Société des Bergues qui fut à l'origine de l'une des premières grandes opérations immobilières de notre pays. Dès 1849, la décision de supprimer

les fortifications libère de vastes espaces permettant enfin à la ville de s'étendre. Python analyse les prestations bien documentées de la Société immobilière genevoise (1853–1889). Il en éclaire la structure juridique, qui permet de développer de nouvelles stratégies constructives fondées sur la division et la spécialisation du travail ; elle titularise ainsi architecte et ingénieur, tout particulièrement Francis Gindroz et Philippe-Ami Goetz, qui marquent de leur empreinte de très nombreuses réalisations.

Enfin, Julie Lapointe aborde le cas particulier des sociétés anonymes à vocation hôtelière dans l'arc lémanique (1826–1914), secteur privilégié où l'on sait que l'industrie touristique a pris une importance considérable. Très tôt déjà (dès 1826 pour l'hôtel des Bergues à Genève), cette branche économique a été le fait de sociétés qui, grâce à leurs appuis bancaires, ont pu réunir les capitaux considérables nécessaires aux opérations. Ceci a permis non seulement le développement de bâtiments ambitieux dotés des plus récentes innovations techniques, mais a doté, tout particulièrement la région de Montreux, d'infrastructures d'hébergement, de transport et de divertissement. Ainsi s'épanouit une industrie touristique très lucrative : avant 1914 certaines sociétés versent des dividendes de 12, et même 30% ! A la tête de ces entreprises, de grands promoteurs hôteliers, tels qu'Alexandre Emery et Ami Chessex, collaborent étroitement avec de nombreux architectes devenus spécialistes en la matière. L'attestent deux riches annexes : le tableau des sociétés d'hôtels dans l'arc lémanique entre 1826 et 1914 et celui des architectes impliqués dans ces constructions à la même époque.

En guise de postface, Cédric Humair ouvre des pistes de recherches futures et inscrit la relation de l'architecte et son client dans un contexte plus vaste. Le monde du bâtiment est alors en effet touché par une véritable révolution industrielle, puisque la valeur ajoutée par la construction explose entre 1851 et 1913, passant de 28 à 478 millions de francs. Par conséquent, les chantiers se transforment profondément ; de nouvelles technologies modifient les méthodes de construction, les processus de division et de spécialisation du travail s'intensifient. En parallèle, le statut d'architecte se dégage du flou dans lequel il a longtemps baigné, ce qui n'est pas sans conséquences sur les rapports qu'il cultive avec le maître de l'ouvrage.

Paul Bissegger

* * * * *